

Séditions n°5

Novembre 2015



Définition: Révoltes concertées contre l'autorité publique.
synonyme d'attentats, complots, insurrections,
émeutes, agitations

Journal anarchiste a périodique
de Besançon et de ses environs

seditions.noblogs.org / seditions@riseup.net

Contre ce monde militarisé, sortons du troupeau !

Les 7 et 8 octobre derniers, la mairie avait prévu de laisser place à l'armée afin qu'elle puisse exhiber sa puissance et draguer le public. L'armée, cette école de la soumission, de l'autorité et du crime, s'incruste dans chaque aspect de notre vie quotidienne: spots de pub télévisés et radiophoniques, campagnes d'affichage publicitaire omniprésentes dans l'espace urbain, banderoles de recrutement sur ses nombreux bâtiments, articles de propagande dans la presse, régionale comme nationale, jusqu'à être présente sur les sachets en papier des baguettes de pain.

Afin d'en assurer la promotion, le journal de la mairie (le 'Besançon Votre Ville' d'octobre 2015) a consacré un dossier spécial, dans lequel est évoquée l'implantation historique de l'armée à Besançon (des bâtiments dans les quatre coins de la ville, des milliers de foyers et de salariés, etc...), tout en détaillant son budget colossal, ses effectifs supplémentaires à venir, ses moyens matériels et humains pour terroriser, opprimer et massacrer les populations. Cela suffisait pour s'opposer directement à toute cette merde qui prenait place devant la mairie.



Dans la semaine du 3 au 9 octobre, il y a eu de l'agitation contre l'armée et tout ce qu'elle maintient. Des affiches ont été collées, des tracts ont été distribués. La veille de leur grande fête, des tags ont été inscrits dans le quartier 'Battant' et à plusieurs endroits de la ville: « l'armée, ça pue, ça pollue et ça rend con », « à bas l'armée », « Ni nations ni frontières – A bas l'Etat et ses uniformes », « L'armée vous aime à mort », « plutôt vandale que caporal », « plutôt fainéant que sergent », « nique les chefs », « Soyons sauvages, pas vigiles »... La caserne 'Ruty' située rue Bersot a également été souillée de peinture rouge, tout comme le panneau à l'entrée du centre de recrutement (CIRFA) situé juste à côté. Les autorités n'ont bien sûr pas tardé à tout effacer et à tout enlever. Le jeudi 8 octobre, plusieurs irruptions - d'étudiants pour la plupart - ont perturbé le bon déroulement de cet événement militariste: par des slogans contre l'armée; par des prises de parole au mégaphone en mémoire de Rémi Fraisse (opposant au barrage du Testet, tué il y a presque un an dans le Tarn lors d'affrontements avec les gendarmes); ou encore par la suspension de deux banderoles (« Vivez l'horreur, engagez-vous » & « A bas l'armée ») aux grilles du bâtiment 'Arsenal' de la fac de lettres, situé à deux pas de leur événement. A la fin de la manif organisée contre le serrage de ceinture général imposé par l'Etat et les patrons (tandis qu'il existe des secteurs pour lesquels l'Etat saigne drastiquement les budgets, les forces de l'ordre bénéficient au contraire de moyens faramineux, la police et l'armée en tête), un petit groupe a de nouveau tenté de le perturber, mais il est tombé sur plusieurs rangées de flics qui protégeaient les militaires aux deux extrémités du parvis de la mairie. Les personnes qui passaient par là ont bien vu que ce qui devait être une grande fête des armées a nécessité une protection rapprochée pour qu'elle puisse se dérouler sans trop d'encombres...

Par ailleurs, un tractage à l'endroit où se tenait cette opération de com' de l'armée a eu lieu dans l'après-midi du mercredi 7 octobre 2015. Les anti-militaristes qui diffusaient des tracts ont aussi subi un petit coup de pression de la part des flics, qui les ont retenus un petit quart d'heure, le temps d'un contrôle d'identité. Sur ordre de la hiérarchie policière, les tracts leur ont été confisqués. Voici son contenu:

Refusons la militarisation de nos vies !

Les 7 et 8 octobre prochains, l'armée fera une démonstration de force dans Besançon sous le nom « les armées dans la cité ». Défilés militaires, chants et fanfares militaristes, exhibition de leurs engins de mort, stands de recrutement..., la totale ! Le but de l'opération est de redorer l'image de cette institution - historiquement omniprésente à Besançon - afin d'endoctriner dans ses rangs de nouveaux jeunes (la plupart sans emploi), en plus de s'assurer du soutien continu de la population à l'armée. Celle-ci sème torture, bombardements et meurtres à l'encontre des civils pour maintenir les intérêts capitalistes nationaux par-delà les frontières. Ces atrocités sont inhérentes à son fonctionnement: les cas de viols d'enfants et de femmes en Centre-Afrique commis par ces soldats sont hélas récurrents lors de leurs interventions. La récente affaire timidement médiatisée et présentée comme un fait isolé ne constitue en rien une exception, mais s'inscrit parmi les multiples formes de la terreur des démocraties néo-colonialistes. La guerre d'Algérie, les exactions au Rwanda et la présence militaire française en Afrique Noire (Niger, Tchad, etc...) ont servi et servent encore au pillage de nombreuses ressources (pétrole, uranium, gaz, caoutchouc...). A la suite des attentats de janvier 2015 à Paris, l'Etat a instauré « l'opération Sentinelle » - la version renforcée du plan 'Vigipirate' en application

continue depuis 1995 - qui a mobilisé 10.000 militaires. Actuellement, 7000 d'entre eux sont toujours mobilisés, patrouillant essentiellement devant les lieux de culte, dans les gares mais aussi dans les centres commerciaux, ainsi que devant les sièges d'institutions économiques et politiques. 2500 postes sont prévus juste pour la période 2015/2016 et un budget de 3 milliards d'euros est versé à la 'Défense' pour les trois ans à venir (soit un milliard par an).

Dans un contexte actuel où des gens fuient par milliers la misère, les persécutions politiques/religieuses et les guerres, l'Etat a besoin d'agrandir sa réserve pour protéger ses frontières face à l'afflux de migrants et ainsi contrôler ses portes d'entrée depuis les pays de transit. Au niveau européen, l'agence 'Frontex' coordonne les Etats-membres, les finance massivement et les renforce sur les plans technologiques, logistiques et humains dans le but de repousser les migrants vers la mort.

Cette démonstration militaire entend célébrer et justifier la militarisation des villes pour le « bien » de la population face à la « menace terroriste islamiste ». Depuis les attentats de janvier dernier à Paris, celle-ci est un spectre bien utile pour maintenir la ferveur et l'unité patriotique parmi les dominés et exploités contre un ennemi « commun » alors que l'Etat et les riches nous saignent toujours autant.

A Besançon, l'armée c'est 5000 emplois et 1800 foyers, de multiples bâtiments présents partout dans la ville. Cet arsenal militaire s'additionne à l'ensemble des forces de police municipale et nationale, qui ont vu dernièrement leurs effectifs respectifs augmenter (38 policiers supplémentaires prévus: 12 de la police nationale depuis la rentrée de septembre avec une formation d'intervention anti-émeute et 26 de la police municipale qui seront progressivement créés jusqu'en 2017). Ces différentes démonstrations du maintien de l'ordre traduisent les craintes du pouvoir quant à d'éventuelles révoltes populaires.

Contre l'armée ! Opposons-nous à cette parade d'assassins en uniforme pendant ces deux jours ! Ces installations et bâtiments ne sont pas hors de portée pour qui veut exprimer sa rage contre cette société militarisée !

Chaque année, les Etats organisent parades et cérémonies militaires pour commémorer leurs guerres sanguinaires passées tout en cautionnant celles en cours et en préparant le terrain pour celles à venir. Ces cérémonies fréquentes, qui servent à l'Etat à réaffirmer sa force et le poison de l'unité nationale, sont autant d'occasions qui s'offrent à nous pour manifester notre refus de leurs guerres, qu'elles soient menées à l'extérieur pour les intérêts économiques des Etats, contre l'immigration ou pour maintenir la paix sociale à l'intérieur des frontières...

Du côté de la Suisse, il y a eu récemment quelques coups portés aux infrastructures militaires. Plusieurs véhicules de patrouille aux frontières ont été attaqués lors d'une manifestation contre l'armée le 18 septembre 2015 à Bâle. Celle-ci a été organisée contre un exercice militaire qui se tenait dans la ville pendant plusieurs jours, visant à entraîner les forces militaires, à améliorer le contrôle et la surveillance des frontières, mais également à parer à toute tentative de révolte et de soulèvement contre l'Etat et le capital. Quelques jours plus tard dans les environs de Zürich, ce sont 9 véhicules de l'armée qui ont été incendiés sur la base logistique militaire d'Hinwil. Les pompiers ont malheureusement réussi à extraire des flammes 14 véhicules de ce magnifique sabotage. Autre exemple, en Belgique cette fois-ci: un véhicule garé à l'intérieur du camp militaire d'Amay a été incendié. Le véhicule, qui appartenait à un militaire, a été entièrement détruit. Etant donné qu'il était garé près des édifices, le feu a occasionné quelques dégâts aux châssis d'un bâtiment. En France aussi, plusieurs actions directes montrent que l'armée n'est pas intouchable: à Valence (Drôme) le 8 juillet 2015, des militaires en patrouille 'Vigipirate' dans le quartier de « Fontbarlettes » sont attaqués à coups de pierres. Leur véhicule perd une vitre et dans la foulée le commissariat de police est la cible d'une tentative d'incendie; entre le 20 et 21 juin 2015 à Toulouse, le centre de recrutement de l'armée (CIRFA), situé en plein centre-ville rue d'Aubuisson, s'est fait défoncer toutes ses vitres; dans la nuit du 26 au 27 octobre 2014 à Saint-Denis (93), même sort pour celui de la rue Gabriel Péri, le plus important d'Ile-de-France en terme de recrues. Le communiqué revendiquant l'action dit: « Tous les pouvoirs sont assassins. Nous ne ferons pas leurs guerres, nous ne les laisserons pas en paix. Guerre sociale pour la liberté (signé: des déserteurs belliqueux). » Dans la nuit du 19 octobre à Munich (Allemagne), un véhicule civil de la Bundeswehr est incendié, causant 30.000 euros de dégâts. Fin octobre à Rennes, le centre de recrutement de l'armée, situé au 2 rue de la Mabilais, est attaqué en réponse à l'assassinat par les gendarmes de l'opposant au barrage du Testet, Rémi Fraisse, il y a tout juste un an: les véhicules garés sur le parking se font crever les pneus et leurs serrures engluer. En guise de conclusion: si « l'armée te tend la main », elle reste pourtant à portée de main de chacun !

Jusqu'à sa mort, l'Etat restera notre ennemi !

Jour après jour, l'Etat perfectionne ses moyens de contrôle et de surveillance sur la population (accroissement du nombre de caméras, mises en circulation de nouveaux papiers à puce et biométriques, drones, fichage ADN...). Les moyens technologiques que l'Etat applique sur chacun d'entre nous sont l'illustration de sa crainte des révoltes qui peuvent secouer la vie paisible des dominants. A chaque période de l'histoire, le pouvoir a toujours brandi le spectre d'un ennemi intérieur – qu'il utilise pour faire peur aux citoyens et susciter leur aval – dans l'optique de renforcer sa propre sécurité, autrement dit la protection de l'ordre social. A ce jour, c'est le « barbu islamiste » (même isolé) qui lui sert d'épouvantail pour passer en rafale des lois scélérates. On peut ainsi parler des lois antiterroristes depuis janvier 2015 et l'attentat à « Charlie Hebdo » (qui ont déjà été énumérées dans le « Séditions n°2 »). Le 18 septembre dernier, un fraudeur qui s'était enfermé dans les toilettes d'un train 'Thalys' pour se rendre à Paris a fait les frais du terrorisme d'Etat : des centaines de flics avec un hélicoptère sont intervenus pour évacuer la gare de Rotterdam. Le trafic ferroviaire a même été bloqué. Le crime commis : vouloir voyager librement, sans passer par la case guichet ! Autrement dit, c'est une parfaite illustration de cette guerre aux pauvres. Mi-octobre, l'Etat a étendu – dans le cadre légal – les pouvoirs des flics et des milices des transports (SNCF, RATP) : contrôles des bagages, « palpations de sécurité », fouilles au corps leur seront désormais possibles. Jusqu'à maintenant, policiers et gendarmes ne pouvaient fouiller les bagages de passagers qu'en cas de « délit » avéré et les inspecter qu'avec leur *consentement*. Et si tu ne te plies pas aux ordres des gardiens de l'ordre, l'accès au train t'est refusé. La collaboration entre les différents services de répression se renforce, comme en atteste les entraînements des agents de sécurité de la SNCF auprès des militaires pour mieux mater les récalcitrants. Bientôt, l'Etat développera l'utilisation de drones pour accroître la surveillance des infrastructures dites 'sensibles' (la gendarmerie sera la première à en être pourvue). La SNCF a déjà prévu d'en utiliser de nuit pour lutter contre le sabotage sur les milliers de kilomètres de lignes ferroviaires, qui sont autant de points névralgiques pour le bon fonctionnement de la circulation fluide des marchandises, humaines comme matérielles.

Tous ces innombrables moyens de surveillance sont étroitement liés à la guerre que l'Etat mène contre les migrants.

Le 12 septembre dernier à Besançon, des militants internationalistes ont appelé à un rassemblement pour l'accueil des réfugiés (plus précisément sous le slogan « Bienvenue aux réfugiés »). D'abord, il est important de rappeler que celui qui est reconnu comme « réfugié » est celui qui vient d'un pays en guerre que l'Etat (« d'accueil ») a reconnu comme tel. C'est lui qui décide si oui ou non tel ou tel migrant mérite le statut (« d'asile politique », « de réfugié »). Et c'est aux organismes caritatifs (Emmaüs, la Croix-Rouge, etc...) que cette mission de triage est, entre autre, confiée. Ces statuts, construits de toutes pièces par l'Etat, tentent de semer des divisions entre migrants dans leur quête de ce fichu bout de papier. L'obtention de ce « laissez-passer » ne peut pas être considéré comme un objectif en soi. En tant qu'anarchistes, nous sommes pour en finir avec les Etats et leurs papiers, leurs barrières fictives et réelles que les dominants dressent entre les êtres humains à travers le monde.

Par ailleurs, la crainte de l'Etat se trouve dans l'aspect incontrôlable de l'immigration : les missions de fichage des migrants par les uniformes militaires et humanitaires, leurs

coordinations au niveau européen à travers l'agence FRONTEX sont là pour y remédier.

C'est donc sans surprise que cet appel a été facilement récupéré par le pouvoir local (dans son journal, le maire PS de Besançon reprend cette mobilisation pour les « réfugiés » à son compte en y mettant une touche de chauvinisme). Quoi de plus normal, après tout, lorsque les « militants » se placent sur le même terrain que celui du pouvoir. L'Etat et les mairies vont encore plus loin, en déclarant accueillir un nombre limité de migrants *victimes* de la terreur imposée par Daesh. L'Etat fait appel à la charité des citoyens, les transformant en bénévoles caritatifs. Le migrant est considéré comme une victime et un être dépendant, qu'il s'agit d'intégrer à la société et à rendre productif. Bien évidemment, ces quotas ne sont rien d'autre que de l'immigration choisie : ils rentrent dans les plans de l'Etat lorsqu'il s'agit de trouver de la main d'oeuvre dans des secteurs techniques tels que l'informatique (En Allemagne, le gouvernement a d'ores et déjà annoncé régulariser des migrants syriens pour leurs grandes compétences et connaissances en ce domaine). Pourtant, la machine à expulser de l'Etat n'a jamais aussi bien fonctionné : les rafles qui se font en collaboration entre contrôleurs et agents de sûreté de la SNCF, police aux frontières, etc... ; les sans-papiers renvoyés par la force dans les charters d'*Air France* ; les procédures d'expulsions contre des familles et de leurs enfants (scolarisés ou non, on s'en fiche!) en sont des démonstrations quotidiennes. Ses flics et fonctionnaires continueront à s'acharner contre ceux qui d'une manière ou d'une autre, défient l'Etat et ses lois ; qui, comme tant d'autres – toujours plus nombreux, avec ou sans papiers – n'ont d'autre choix que l'illégalité pour survivre...

Soutenir les sans-papiers par la récolte de vêtements, de nourriture et de thunes lors de soirées concert est certes louable, mais qu'en est-il de notre attitude face aux institutions qui participent à leur tri, à leurs expulsions, à leur enfermement ? On continue à les laisser en paix ou on prend le problème à bras le corps en les attaquant ? C'est là que se posent les limites inébranlables entre ceux qui veulent briser les fondements de ce monde dans une perspective révolutionnaire et ceux qui cherchent à rendre l'existant plus supportable et donc à le préserver. L'auto-organisation entre dominés (concernant le logement, la bouffe, la débrouille au quotidien) est bien sûr plus que nécessaire, mais elle n'a de sens que si elle s'accompagne en même temps de pratiques offensives contre les structures du pouvoir qui oppriment, enferment, expulsent et éliminent tous ceux considérés comme nuisibles ou superflus à la marche en avant du capitalisme et à la stabilité de l'Etat.

Pour revenir à ce rassemblement, quelques anarchistes ont cependant été présents pour distribuer un tract intitulé « Ni Etat ni charité – Solidarité active avec tous les sans-papiers », histoire de donner un autre son de cloche que celui des organisations d'extrême-gauche qui distribuaient leurs programmes politiques.

On peut le lire à cette adresse :

<https://lechatnoiremeutier.noblogs.org/post/2015/09/17/ni-etat-ni-charite-solidarite-active-avec-tous-les-sans-papiers>

A l'assaut du vieux monde

Début 09.2015 - La banque 'Crédit Agricole' de l'avenue 'Cuisenier' a fait les frais de la rage d'un (ou de plusieurs) individu(s) : pendant plus de deux semaines, la vitre de la porte d'entrée est restée étoilée. Ce geste simple ne nécessite rien d'autre que de la détermination et de la rage contre ce monde de fric. La ville regorge de tout un tas d'agences et de bureaux en verre de ce monde d'argent qui se trouvent à chaque coin de rue, qu'un coup de pied bien placé suffit à faire plier. Soyons incontrôlables !

19.09.2015 - Un individu vole un produit aux 'Galeries Lafayette' situées Grande Rue. Malheureusement, il est repéré et rattrapé par un vigile. Mais le voleur ne se laisse pas faire et assène plusieurs coups de couteau à l'agent de sécurité, qui est envoyé à l'hosto. Un autre gardien de la marchandise se rue sur lui et le maîtrise en attendant les flics. Le voleur se mange 6 mois de sursis en comparution immédiate. Un bel avertissement à ceux qui protègent le capital !



26 & 27.09.2015 - Vers 21h, un compteur électrique EDF est incendié au niveau de la rue de Chalezeule aux Clairs-Soleils, afin de plonger le quartier dans le noir et par la même occasion mettre hors-service les caméras de surveillance. La veille déjà, un acte similaire avait perturbé les spots de la ville-prison. Un peu plus tard, des containers à poubelle sont incendiés dans les quartiers de Saint-Claude et de Palente.

Dimanche matin à Planoise, deux voitures sont incendiées. Une troisième est endommagée par les flammes sur un côté. Que de belles soirées illuminées comme celles-ci se multiplient !!

07.10.2015 - Alors que des prisonniers étaient de sortie encadrés par des surveillants de l'Administration Pénitentiaire à l'occasion d'une balade à vélo du côté d'Avanne, un détenu de 52 ans a réussi l'échappée, semant les matons qui n'ont pas réussi à le reprendre. Chopé par les douanes pour avoir été en possession de cannabis, il avait déclaré lors de son jugement en juillet dernier qu'il habitait l'Espagne et qu'il était menacé d'être expulsé de son logement pour cause d'impayé. Son désir de ne pas rester étouffer entre quatre murs pendant un an a été plus fort que la surveillance des matons et de la pression pénitentiaire et judiciaire. Courage à l'évadé qui court toujours !

12.10.2015 - Vers 8h, la permanence politique d'un républicain (François Sauvadet), inaugurée deux jours avant en vue des prochaines élections (régionales), a été attaquée. Sous les coups de marteau, la porte vitrée a été entièrement brisée et la vitre principale du local a été étoilée. C'est ni plus ni moins un coup porté à ces pourritures qui sont en liste pour nous gouverner. On en profite pour cracher à la gueule de cette balance d'employé municipal qui bossait à proximité et qui a mis en fuite l'assaillant, appelé les flics et leur a fourni des renseignements. Malgré son active collaboration avec les flics pour leur enquête, l'assaillant n'a, à ce jour, pas été rattrapé.

Ce même lundi vers 19h, un tramway a été caillassé à la station 'Époisses' à Planoise. Une vitre a été étoilée.

Trois semaines auparavant, des rames du tram avaient aussi fait les frais d'enragés du secteur. Et début octobre dans le quartier de Clairs-Soleils, plusieurs bus de 'Besançon Mobilités' avaient été la cible d'une vague de caillassages. Faut dire que depuis peu, les flics montent régulièrement dans le tram (notamment dans les quartiers populaires, où la fraude bat des records),

épaulent les contrôleurs dans leur sale boulot et emmerdent les personnes qui ne veulent et/ou ne peuvent pas payer pour se déplacer dans une ville toujours plus surveillée, notamment depuis la mise en circulation du tramway et de la rénovation urbaine qu'elle a engendrée. D'ailleurs, ce sale travail de flicage n'est pas le fait uniquement des contrôleurs et des flics, car il est largement connu du plus grand nombre que les premiers emmerdeurs dans les bus sont les chauffeurs (comme dans la majorité des grandes villes de province, le chauffeur fait aussi le job de contrôleur). Un joli retour de caillou sur le nouveau joujou du maire et ces convois du bétail humain !

14.10.2015 - Vers 21h15, les flics de la SNCF entreprennent de dégager des SDF qui squattent le hall de la gare Viotte. Si la plupart obéissent aux injonctions des flics, un des SDF de la bande ne l'entend pas de cette oreille et les insulte copieusement. Il lance même à un flic: « *J'espère que vous avez des guns parce que moi je vais revenir avec un Colt et je vais vous fumer* ». Prenant la fuite, il est malheureusement repris par les bleus et directement incarcéré en préventive jusqu'au 27 novembre prochain, date de son procès.

16 & 17.10.2015 - Le festival 'Alternatiba', qui promeut un capitalisme responsable et écolo, n'a pas été du goût de tout le monde. Avant même le premier jour de cette fête de bobos alternatifs, plusieurs pancartes – conçues en bois bien sûr! – indiquant les différents lieux d'expression de la démocratie citoyenne verte ont été brisées et, pour certaines, jetées à la flotte de la fontaine *place du 8 septembre*. Au petit matin du 18 octobre, des slogans hostiles à sa présence ont été inscrits à la peinture à proximité de la place Marulaz, aménagée pour l'occasion en « village alternatif ». Les passants ont pu lire « Alternatiba casse-toi » et « Alternatiba, c'est le recyclage du capitalisme ».